

# Au Japon, une relation particulière avec le judaïsme

Ce n'est qu'en 1854 que les premiers juifs s'installent dans l'Archipel. Malgré l'alliance des Japonais avec l'Allemagne nazie, l'antisémitisme n'apparaîtra dans des écrits à succès qu'à partir des années 1970. Un filon qui ne s'est pas tari depuis.

Par [Philippe Mesmer](#) (Tokyo, correspondance)

[https://www.lemonde.fr/international/article/2023/11/27/au-japon-une-relation-particuliere-avec-le-judaisme\\_6202497\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/11/27/au-japon-une-relation-particuliere-avec-le-judaisme_6202497_3210.html)



Manifestation en faveur des Palestiniens à Gaza le premier jour de la réunion des ministres des affaires étrangères du G7, à Tokyo, au Japon, le 7 novembre 2023.

ANDRONIKI CHRISTODOULOU / REUTERS

Le gouvernement japonais observe une certaine neutralité dans le conflit entre Israël et le Hamas. Il condamne le terrorisme et plaide pour des pauses humanitaires. Dans la population, les avis apparaissent plus tranchés, ce qui rappelle le rapport particulier du Japon avec le judaïsme.

Vendredi 24 novembre, une trentaine de personnes, dont des représentants du syndicat d'enseignants d'extrême gauche Zenkyo, ont appelé, devant l'ambassade d'Israël, à « *sauver Gaza* » et à « *cesser les bombardements* ». Leurs calicots portaient aussi des slogans plus polémiques comme « *Stop au génocide à Gaza* » ou « *Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre* », ce dernier étant souvent interprété comme appelant à la destruction d'Israël.

Les rassemblements organisés depuis l'attaque du Hamas du 7 octobre le sont essentiellement en soutien à la bande de Gaza. Ceux appuyant Israël sont plus rares.

D'ordinaire calmes, ils n'excluent pas des accrochages comme celui du 16 novembre, quand un militant d'extrême droite, Shinobu Sekiguchi, membre de Seidokai Gijuku – pourtant traditionnellement hostile à l'extrême gauche, et donc aux mouvements de soutien à Gaza – a précipité une voiture sur une barrière de protection devant l'ambassade d'Israël, blessant un policier. L'ambassadeur d'Israël s'est dit « *choqué* ».

De tels incidents sont rares au Japon. Au sein de la communauté juive locale, la recommandation est certes de rester « *en alerte* », explique l'un de ses membres, et les actes antisémites « *ont augmenté depuis le 7 octobre, mais pas de manière dramatique* ». Cela rappelle que l'Archipel n'est pas immunisé contre l'antisémitisme, ce qui peut surprendre, la communauté juive ayant une présence récente et ne dépassant pas quelques centaines de personnes.

### Une « découverte » de l'antisémitisme tardive

Les premiers contacts des Japonais avec le judaïsme dateraient de l'arrivée des missionnaires portugais dans l'Archipel, au XVI<sup>e</sup> siècle. Les premiers juifs venus au Japon seraient arrivés après l'ouverture, en 1854, du pays au commerce avec l'étranger. Il s'agirait d'Alexander Marks et de son frère, qui se sont installés, en 1861, à Yokohama. Puis vint l'homme d'affaires américain Raphael Schover, qui a lancé le *Japan Express*, le premier journal en langue étrangère du pays.

Le développement rapide de l'Archipel pendant la période Meiji (1868-1912) a amené des auteurs européens, comme le missionnaire écossais Nicholas McLeod (1868-1889) ou l'anthropologue allemand Albrecht Wirth (1866-1936), à établir un lien entre les dix tribus perdues d'Israël et les Japonais. Cette théorie voulait expliquer la modernisation rapide du Japon, par opposition aux autres pays asiatiques. Elle était « *l'expression d'une tendance à accorder aux Japonais le statut de "Blancs honorifiques" et à les séparer, du moins dans les représentations publiques occidentales, des "masses jaunes mongoloïdes"* », écrivait, en 2000, Rotem Kowner, de l'université d'Haïfa, dans « *Lighter than Yellow, but not Enough : Western Discourse on the Japanese "Race", 1854 – 1904* » (« Plus clair que le jaune, mais pas assez : le discours occidental sur la "race" japonaise, 1854-1904 », *The Historical Journal*, Cambridge University Press, 2000, non traduit).

La « découverte » de l'antisémitisme par les Japonais daterait de l'intervention en Sibérie de l'armée nippone, entre 1918 et 1922, aux côtés des Russes blancs luttant contre le bolchevisme.

Dans les années 1930, les Japonais sont endoctrinés pour croire à la supériorité de la « race de Yamato » du nom du Japon des origines. Mais, malgré l'alliance avec l'Allemagne nazie, il n'y a jamais eu d'holocauste dans l'Archipel. Près de 6 000 juifs ont bénéficié des visas délivrés en 1940 par le vice-consul du Japon en Lituanie, Chiune Sugihara. Shanghai, ville occupée par l'armée nippone, abritait un ghetto où 20 000 juifs ont trouvé refuge.

### [Une version manga de « Mein Kampf »](#)

Après la guerre, la situation évolue avec la croissance économique. L'antisémitisme apparaît dans des écrits à succès dès les années 1970. Ainsi en est-il du « Secret du pouvoir juif qui fait bouger le monde », du journaliste, Eizaburo Saito (1913-2000), par ailleurs parlementaire du Parti libéral démocrate (le PLD au pouvoir). Ils coïncident avec une mobilisation pour la cause palestinienne, certains allant jusqu'à la lutte armée au sein de l'Armée rouge japonaise, alliée du Front populaire de libération de la Palestine.

« Dans les années 1980 et 1990, expliquait, en 1993, Abraham Cooper, sur le site du Centre Simon-Wiesenthal (CSW), *il y a eu un tsunami de livres évoquant de multiples conspirations, dont certains qui accusaient les juifs d'être à l'origine des problèmes économiques du Japon.* »

Le filon ne s'est pas tari puisque le CSW épinglait, en 2009, le puissant quotidien économique *Nihon Keizai*, pour la promotion par l'éditeur Apple Shuppan de deux livres sur la crise économique, signés Kotaro Nada. Leurs titres : « Pourquoi le système financier juif s'est-il effondré ? » et « Argent juif : pourquoi sont-ils capables de diriger le monde ? ». Le tout assorti d'une question : « Est-il vrai que la famille Rotschild contrôle l'économie mondiale ? »

Dans un pays où l'enseignement de la seconde guerre mondiale reste limité et sans législation condamnant les propos discriminatoires, l'éditeur East Press a sorti, en 2009, dans une relative indifférence, une version en manga de *Mein Kampf*. Publié dans sa collection « Manga de Dohuka », « apprendre avec les mangas », il côtoyait *Le Capital*, de Karl Marx. En 2015, en plein débat sur la modification de la Constitution pacifiste, Taro Aso, premier ministre en 2008-2009, estimait possible de « *prendre exemple sur les nazis* », qui avaient passé outre celle de la République de Weimar pour imposer leur pouvoir.

[Philippe Mesmer\(Tokyo, correspondance\)](#)